

*La protection de l'environnement,
une priorité dans le système
législatif cubain*

A landscape photograph showing a green field in the foreground, a large green tree on the right side, and a sky with soft, colorful clouds in shades of blue, pink, and orange. The text is overlaid on the top half of the image.

5 DE JUNIO
Día Mundial del
Medio Ambiente
#SomosUnahCuba

Reimagina tu en

La Havane, 5 juin (RHC) La volonté du gouvernement de promouvoir le développement durable est perceptible dans la conception et la mise en œuvre de politiques spécifiques telles que le macro-programme pour les ressources naturelles et l'environnement. Ces politiques répondent aux priorités établies dans le plan national de développement économique et social de la nation.

La Directrice Générale de l'environnement, Odalys Goicochea, a également mis l'accent sur l'articulation des lois avec les demandes et les problèmes sociaux existants.

Le plan d'État pour faire face au changement climatique, connu sous le nom de Tarea Vida (Tâche Vie), par exemple, a subi des ajustements afin d'accorder une attention plus spécifique aux aspects sociaux, et à la nécessité d'impliquer les scientifiques et la population dans la solution des problèmes communautaires, a-t-elle déclaré.

Plusieurs stratégies, dont la stratégie nationale pour l'environnement, approuvée pour 2021-2025, et dont la mise en œuvre permettra de mesurer les progrès réalisés dans ce domaine grâce à des indicateurs tels que l'indice d'empreinte écologique, la qualité environnementale et la résilience climatique, reflètent les efforts réalisés dans le domaine législatif.

Une autre initiative, telle que la transition vers une économie circulaire, encourage l'utilisation optimale des ressources naturelles et de toutes les matières premières disponibles aujourd'hui.

La plus haute expression de la volonté politique cubaine de prendre soin de l'environnement est l'approbation récente par l'Assemblée nationale (Parlement) de la loi sur le système des ressources naturelles et de l'environnement.

Cette loi, en plus d'être conforme aux traités et engagements internationaux dans ce domaine, est basée sur des principes fondamentaux du droit de l'environnement tels qu'ils sont énoncés dans les déclarations des différents sommets sur le sujet.

Outre d'autres questions, la loi régleme la gestion des systèmes forestiers, donnant la priorité à la lutte contre la désertification et la dégradation des sols, le tout dans le but de freiner la perte de diversité biologique.

Selon les experts, une de forces de cette loi réside dans son approche à l'écosystème, car elle favorise de meilleures procédures de gestion et usage des terres, de l'eau et des ressources vivantes, en promouvant leur conservation et leur utilisation durable de manière juste et équitable.

Un exemple remarquable des projets entrepris à Cuba est le programme « Mi Costa », Ma côte, en français qui vise à donner la priorité à la réhabilitation des zones humides côtières telles que les forêts et les zones marécageuses, les mangroves et les flux hydrologiques qui les relient à la végétation marine et aux récifs coralliens. En outre, d'autres actions visant à restaurer le récif corallien dans le cadre du projet de collaboration internationale Ecovalor.

De même, le travail effectué par le système national des zones protégées, qui compte à ce jour plus de 100 zones, est une tâche fondamentale pour la préservation de la diversité biologique de l'île.

Lors de la journée, ils ont rappelé le trentième anniversaire du discours du commandant en chef, Fidel Castro, lors du Sommet de la Terre en 1992, où il a prédit la situation dont souffre actuellement le monde avec les crises sanitaires, et celles générées par la pollution et le changement climatique.



Radio Habana Cuba